

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1991 - 15 juin 1995 - 3 F

D 1991 COLOMBIE : L'AUTRE GUERRE, CELLE DE LA DROGUE

L'opinion internationale se fait périodiquement l'écho du problème de la drogue en Colombie. Qui n'a entendu parler du cartel de Medellín (cf. DIAL D 1443) et de la mort de son parrain, Pablo Escobar, en 1993 ? Aujourd'hui c'est le cartel de Cali qui est dans la ligne de mire du gouvernement colombien et des États-Unis. De tous les pays andins concernés par le problème des cultures de stupéfiants et, donc, des mafias nationales, la Colombie est sans doute le plus représentatif d'un fléau social et politique en expansion. C'est aussi le pays sous haute surveillance des États-Unis.

Document paru sous la signature de Rodrigo Rojas, professeur d'université, dans la revue **Utopías** de mai 1995.

Note DIAL

DROGUE : LA POLITIQUE À DOUBLE FACE DES ÉTATS-UNIS

Au début de son gouvernement, le président Bush déclarait le trafic de stupéfiants ennemi principal des États-Unis et il déclenchait une guerre - une de plus - sur un territoire très loin de ses frontières. Les temps de l'ère Reagan n'étaient plus où la CIA protégeait le trafic de stupéfiants et s'alliait à lui pour financer la contre-insurrection en Amérique latine.

Les vents de l'histoire changeaient et les soucis de la "guerre froide" et du fantasme du communisme cédaient la place à un souci majeur: la crise économique interne. De grands changements commençaient à se manifester dans la distribution de la richesse et des capitaux au plan mondial. Les États-Unis ont une dette extérieure énorme, la plus importante du monde; de pays exportateur de capitaux, il est devenu importateur; son déficit fiscal augmente, accentué par une balance commerciale et des paiements déficitaires.

Avec Bush commence en 1989 la chasse à l'argent de la drogue : il est plus important de confisquer les comptes bancaires des trafiquants plutôt que les chargements de cocaïne.

Cela s'explique par l'ampleur des sommes d'argent manipulées par ce commerce, et par leur impact dans l'économie nord-américaine. Dans son numéro du 3 avril de cette année, le journal conservateur *El Siglo* écrivait dans son éditorial : *"L'utilité de ce commerce s'est imposée aux autorités des États-Unis du fait que, dans ce pays, la valeur ajoutée par kilo est de 68,1 % pour la cocaïne et de 57,1 % pour l'héroïne. C'est cet argent qui reste là-bas, qui fait partie de ses moyens de paiement et qui est intégré au système bancaire."*

La Colombie est depuis six ans producteur d'opium et, depuis moins de trois ans, d'héroïne. Ce dernier produit jusqu'alors contrôlé par les Orientaux, les Chinois en particulier, offre une rentabilité de cinq à six fois supérieure à la cocaïne. Alors que le kilo de cocaïne n'atteint au mieux que les 8.000 dollars, le kilo d'héroïne dépasse les 50.000 dollars sur le marché américain. Avec l'entrée des Colombiens dans l'exportation

d'héroïne (raffinage de l'opium, extrait du suc de pavot), les mafias locales qui contrôlaient le marché américain et européen se sont irritées et ont fait pression sur leurs alliés politiques pour que le gouvernement nord-américain tourne toutes ses batteries contre les trafiquants colombiens; la relative tolérance envers les trafiquants de stupéfiants de la vallée du Cauca a ainsi cessé.

Depuis 1984 certains milieux de l'opinion publique nord-américaine, en particulier autour du sénateur Kerry, demandent davantage de contrôles dans les mouvements bancaires et financiers des "narcodollars".

Ces mesures restrictives au plan domestique se sont heurtées aux nombreuses barrières des autorités monétaires centrales, qui craignent une asphyxie du système bancaire de certains États comme la Floride et New-York. Cependant, lors des sommets économiques des sept Grands, à partir de 1989, les États-Unis ont introduit la question du blanchiment des dollars et de la levée du secret bancaire dans les pays de l'Union européenne, tel le Luxembourg; et ils ont envisagé des opérations d'intervention directe dans les paradis fiscaux des Caraïbes, à savoir les Bermudes, Antigua, les îles Caïmans, etc.

La situation est plus contradictoire quand on analyse le rôle de la DEA¹ et son inefficacité sur le plan local. Tout le monde connaît son peu d'intérêt pour la capture des "capos" ou chefs nord-américains, et encore moins pour leur condamnation; ses omissions dans la bataille de la confiscation de l'argent de ces mafias; et l'inexistence de son intervention dans les banques nord-américaines à la recherche de l'argent "sale".

C'est une organisation omnipotente et omniprésente en Amérique latine, avec d'innombrables agents et informateurs en Colombie, en Bolivie, au Pérou, au Panama et au Mexique. Elle s'est davantage adonnée à la capture des trafiquants de drogue andins qu'au démantèlement du trafic aux États-Unis. On ne s'explique pas comment une agence disposant d'un budget annuel de l'ordre de huit cents millions de dollars ait si peu fait dans son propre pays. C'est comme si l'existence du commerce de la drogue ne servait qu'à justifier sa raison d'être et son énorme budget.

La lutte menée par la DEA en Colombie a eu des effets supérieurs à ceux obtenus dans d'autres pays impliqués dans cette guerre. Selon des déclarations du ministre de la justice, Néstor Humberto Martínez, la Colombie y a contribué à hauteur de 50 % des hectares de pavot éradiqués dans le monde. Elle est également le premier pays à avoir accepté l'arrosage massif d'herbicides, dont le discuté *glifosato*. Aujourd'hui encore des pays comme la Birmanie et la Thaïlande n'ont pas accepté cette éradication massive.

Les coûts sociaux de cette guerre ont augmenté dans les familles affectées, en raison soit de leurs membres tués soit des cultures rasées. L'implication de la Colombie est de plus en plus grande, alors que l'apport de l'État nord-américain est dérisoire. Mais ses pressions et ses exigences sont toujours plus sévères et dramatiques. Elles sont supérieures à celles exercées sur d'autres pays producteurs de stupéfiants. Et l'ingérence des États-Unis dans les affaires intérieures frise le gouvernement conjoint.

Malheureusement pour l'humanité et pour les populations productrices de cultures illicites, l'apparente "moralisation" dont les États-Unis prennent la tête dans ces pays et leur croisade contre la drogue cachent les intentions obscures d'un pouvoir dominant qui n'est nullement intéressé à régler le problème, mais qui entend au contraire justifier la plus diabolique des actions, à savoir la guerre.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441

¹ Drug Enforcement Administration, bureau de lutte anti-drogue (NdT).